



Demande de permis portant sur la modification sensible du relief du sol au sens de l'article D.IV.4, 9°, du CoDT ou sur l'utilisation d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrilles, de matériaux ou de déchets ou pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles au sens de l'article D.IV.4, 15° du CoDT ou sur des actes et travaux d'aménagement au sol aux abords d'une construction autorisée

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

N° national :

Adresse

Rue : n° boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : [Clinique Saint-Pierre](#)

Forme juridique : [ASBL](#)

N° de T.V.A. : [BE 0410 508 057](#)

Adresse

Rue : [Avenue Reine Fabiola n° 9 boîte /](#)

Code postal : [1340](#) Commune : [Ottignies -LLN](#) Pays : [Belgique](#)

Téléphone : [+32 \(10\) 43 72 11](#) Fax :

Courriel :

Personne de contact

Nom : [ARNOULD](#) Prénom : [Christophe](#)

Qualité : [Chef de projet](#)

Téléphone : [+32 \(10\) 43 74 37](#) Fax :

Courriel : [christophe.arnould@cspo.be](#)

Auteur de projet

Nom : [CHEVALIER](#) Prénom : [Renaud](#)

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : [SSAIG](#)

Forme juridique : [Société simple de maîtrise d'œuvre \(MOE\)](#)

Qualité : [Maitre d'œuvre](#)

Adresse

Rue : [Chaussée de la Hulpe n° 181 boîte 2](#)

Code postal : [1170](#) Commune : [Bruxelles](#) Pays : [Belgique](#)

Téléphone : [02/676 71 00](#) Fax :

Courriel : [brussels@assar.com](#)

Cadre 2 – Objet de la demande

Description du projet :

Présenter les actes et travaux projetés, le but poursuivi, le cubage approximatif des terres à déplacer ainsi que l'indication de la nature des terres à enlever et, le cas échéant, la nature et l'origine des terres à amener.

Le projet porte sur la construction et l'exploitation d'un nouvel hôpital général d'une capacité maximale de 441 lits, de 129 places de jour, et d'une crèche de 42 places.

Le projet comprend également la réalisation de la 4e boucle d'autoroute (actuellement manquante) de l'échangeur de Louvranges (sortie 8 - E411). Il comprend aussi la réalisation de nouvelles voiries internes articulées à partir de cette boucle sur la E411 et à partir de la N25, ainsi que, ainsi que des nouveaux chemins cyclo-pédestres à partir du Chemin des charrons existant, modifié dans son actuel tracé.

L'ensemble prévoit aussi la réalisation de nouveaux parkings pour une capacité de 1.314 places de stationnement pour voitures (tous publics confondus : PMR, personnel, public, ambulances, fournisseurs ...) et plus de 180 places de stationnement pour les vélos.

L'ensemble des bâtiments du "Domaine du Blé", situé en limite Sud-Est du site, a été acquis par la CSPO. La partie "hôtel" sera transformée et abritera le service de polysomnographie et des services annexes au futur nouvel hôpital (médecine du travail, service archives, salles de formation interne, salle de réunions externes, bureaux polyvalents). La partie "restaurant et discothèque" sera quant à elle démolie.

Cet ensemble est étudié dans une vision environnementale et porte une attention particulière quant à son intégration dans son contexte bâti et non bâti, le projet se concevant comme un « hôpital dans un jardin » par des aménagements paysagers étudiés, en lien étroit avec les aires et zones d'espaces verts paysagers existants (préservation du vallon le long du bois des châtaigniers et maintien du bois des châtaigniers).

En termes de performances de durabilité environnementale, sociale, économique et de bien-être, le projet affiche des objectifs élevés en vue d'obtenir des certifications BREEAM et WELL (panneaux photovoltaïques, verdurisation du site, etc.).

Pour une description plus approfondie du projet, nous renvoyons à la note descriptive et ses différents volets – Annexe 16.

Dans le cadre du dépôt de plans modificatifs, une note complémentaire (Note L) a été ajoutée, elle reprend et décrit les modifications apportées au projet par rapport au dossier initial déposé en novembre 2023.

Plus précisément, concernant les actes et travaux postulés dans le cadre de ce formulaire, l'implantation du nouvel hôpital et de toutes ses infrastructures nécessite des actes impliquant une modification sensible du relief du sol.

Le cubage approximatif des terres en déblai net est de 320.155 m³
Le remblai estimé, provenant des terres de déblais, est de 97.053 m³ des terres en places.

Il ressort que le site est majoritairement couvert de sols limoneux à drainage naturel favorable (sols Aba1 et Abp). Tous les autres sols sont également des sols à drainage favorable.

Conséquence de la nature sableuse du sous-sol (sables de la Formation de Bruxelles et de la Formation de Sint-Huibrechts-Hern), certains substrats minoritaires en surface sur le site sont limono-sableux.

Les sables fins, plus ou moins argileux, ou les argiles sableuses de la Formation de Sint-Huibrechts-Hern occupent le sommet du périmètre du SOL sur une profondeur de quelques mètres au plus. Le solde du périmètre repose sur des sables de la Formation de Bruxelles. Ces sables contiennent parfois de fines couches argileuses.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Pas de phasage du projet au sens de l'article D.IV.84, §3 du CoDT

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : [Chemin des charrons n° s/n](#)

Commune : [1300 WAVRE](#)

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles : [Voir Plan 82 – plan des parcelles](#).

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	WAVRE	2	I	114e	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 2	WAVRE	2	I	108	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 3	WAVRE	2	I	118a	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 4	WAVRE	2	I	116	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 5	WAVRE	2	I	119d	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 6	WAVRE	2	I	119g	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 7	WAVRE	2	I	123b	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 8	WAVRE	2	I	120d	CLINIQUE SAINT PIERRE

Parcelle 9	WAVRE	2	I	122c	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 10	WAVRE	2	I	123/2	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 11	WAVRE	2	I	117b	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 12	WAVRE	2	I	107g	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 13	WAVRE	2	I	107h	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 14	WAVRE	2	I	107k	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 15	WAVRE	2	I	107l	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 16	WAVRE	2	I	106b	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 17	WAVRE	2	I	105w ²	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 18	WAVRE	2	I	105x ²	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 19	WAVRE	2	I	105c ³	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 20	WAVRE	2	I	102c	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 21	WAVRE	2	I	102b	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 22	WAVRE	2	I	103b	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 23	WAVRE	2	I	102d	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 24	WAVRE	2	I	102a	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 25	WAVRE	2	I	115	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 26	WAVRE	2	I	109a	CLINIQUE SAINT PIERRE
Parcelle 27	WAVRE	2	I		Non cadastré (domaine publique)

Existence de servitudes et autres droits

Non

Oui:

Cadre 4 - Antécédents de la demande

Réunion de projet en date du :....

- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à
- Certificat de patrimoine délivré leà....
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
 - Permis d'urbanisme ayant pour objet l'abattage et défrichage de 4 zones en vue de procéder à des essais de sol sur des parcelles voisines de celles visées ici, délivré le 17.03.2022 par la ville de Wavre.
 - Permis d'environnement ayant pour objet la réalisation de 9 forages en vue de déterminer le potentiel hydrogéologique du site, délivré le 20.04.2023 par la Ministre de l'Environnement.
 - Permis d'urbanisme ayant pour objet la création de 2 noues, abattage de 3 arbres, la plantation d'arbres et de haies et l'installation de clôtures, délivré le 04.04.2023 par la ville de Wavre.
 - Permis d'environnement ayant pour objet la réalisation de 5 puits à forer pour 5 prises d'eau, d'essais de pompage et de réinjection dans la nappe, délivré le 13.08.2024 par la Ministre de l'Environnement.

Concernant le bâtiment du Domaine du blé :

- Permis d'urbanisme ayant la transformation d'un restaurant, délivré le 27.04.1982 par la ville de Wavre (parcelle n°105W2);
- Permis d'urbanisme ayant pour objet la construction d'un garage, délivré le 07.02.1984 par la ville de Wavre (parcelle n°105W2);
- Permis d'urbanisme ayant pour objet la construction d'un hôtel de 18 chambres et un appartement, délivré le 10.01.1986 (parcelle n°106B) ;
- permis d'urbanisme ayant pour objet l'extension du restaurant du domaine du blé et la construction d'un passage souterrain, délivré le 07.03.1989 par la ville de Wavre (parcelle n°106B et 105W2) ;
- Permis d'urbanisme ayant pour objet l'installation d'une antenne et d'un site GSM délivré (date indéterminée) par la Fonctionnaire délégué (parcelle n°105W2)
- Permis d'urbanisme pour l'aménagement d'un passage dénivelé sous la RN25 à proximité du carrefour de Vieusart, délivré le 20.02.2002 par le Fonctionnaire délégué (parcelle n°105W2) ;
- Permis d'environnement (classe2) ayant pour objet l'installation d'un réservoir de gaz de 3000l., délivré le 15.01.1980 (parcelle n°106B).

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT : /
- Plan de secteur : **Le projet hospitalier** est repris au Plan de secteur de « Wavre-Jodoigne-Perwez » adopté par arrêté royal le 28.03.1979, en vigueur depuis le 07.10.1979, essentiellement en **zone d'aménagement communal concerté (ZACC)** et pour partie en **zone d'habitat**.



Image : WalOnMap - Affectations au plan de secteur
Encadré bleu : périmètre du projet (site hospitalier)

L'emprise nécessaires aux travaux sur la E411 et la N25, est reprise en **zone d'aménagement communal concerté (ZACC)** et **zone verte** au plan de secteur. Le périmètre formant le projet global (site hospitalier et infrastructures autoroutières et routières) est de même partiellement concerné par un **périmètre de réservation de voirie**.

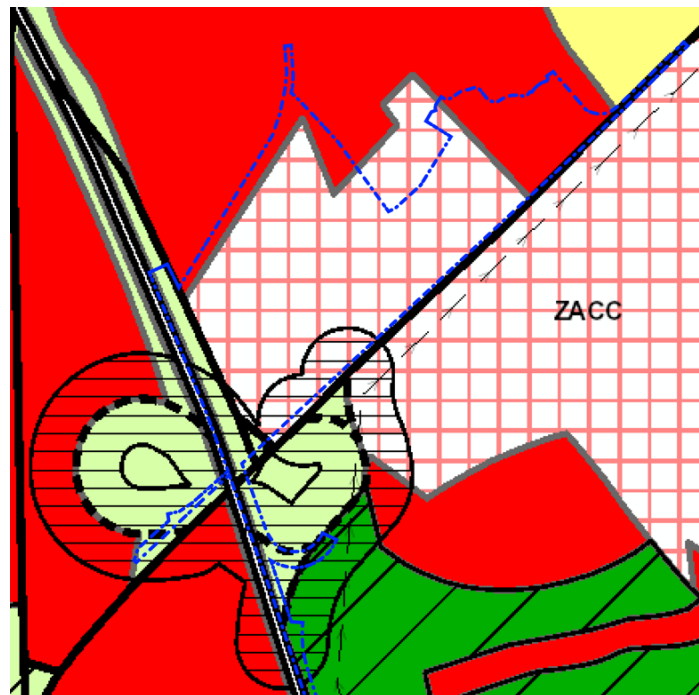
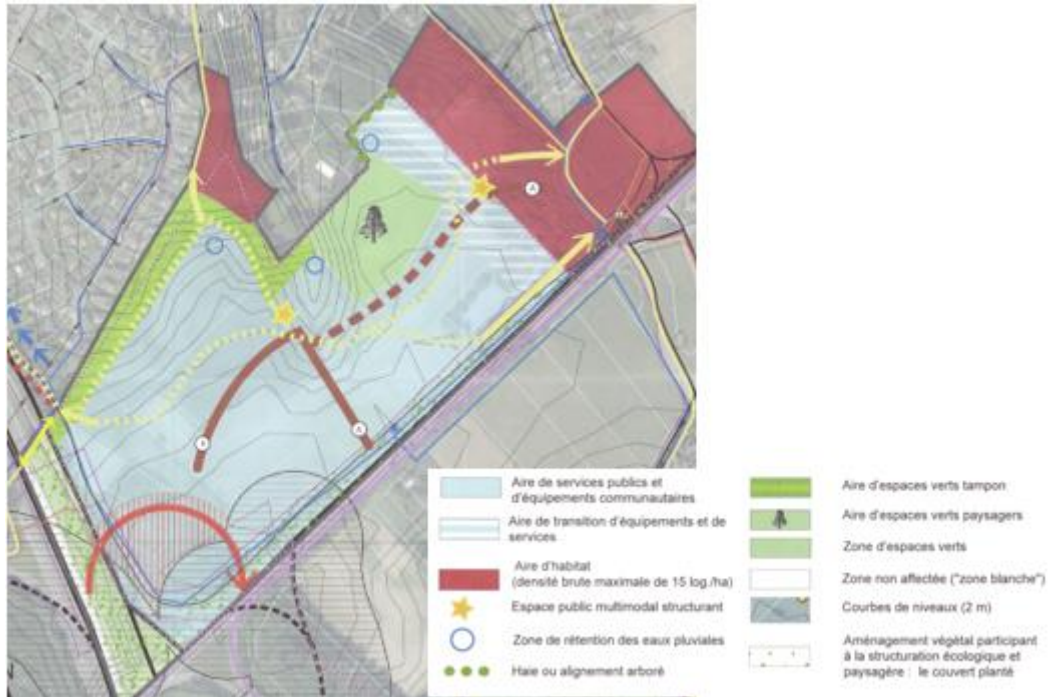


Image : WalOnMap - Affectations au plan de secteur
Encadré pointillé bleu : périmètre du projet (projet global)

- Carte d'affectation des sols : Non

- Schéma de développement pluricommunal : Non
- Schéma de développement communal : Non
- Schéma d'orientation local : Un arrêté ministériel du 13.10.2021 a approuvé la délibération du Conseil communal de Wavre du 29.06.2021 adoptant définitivement le Schéma d'orientation local (SOL) portant sur la mise en œuvre de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) « *Bouleaux – Louvranges – Partie nord* » à Wavre. En vigueur depuis le 03.11.2021.



- Guide communal d'urbanisme (GCU) : Le projet est repris dans un Guide Communal d'Urbanisme, ancien règlement communal de bâtisse relatif à l'entretien des terrains bâtis ou non bâtis adopté par arrêté le 10.12.1982. Le projet est également repris dans un GCU, ancien règlement de bâtisse relatif à la protection des arbres et espaces verts, adopté par arrêté le 01.07.1980.
- Guide régional d'urbanisme (GRU) : Le projet est soumis au guide régional d'urbanisme, ancien règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite adopté le 25.01.2001 par le Gouvernement wallon. Le projet est également repris au GRU, ancien règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicités, adopté par arrêté le 06.09.1991 par le Gouvernement wallon.
- Permis d'urbanisation : Non Lot n°: /
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable : Non. Nous renvoyons cependant au formulaire annexe 7 et visant une demande de permis d'urbanisme pour le déboisement, l'abattage et le défrichage de certains massifs/arbres.
- Bien soumis à la taxation des bénéfiques résultant de la planification : Non
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : Non

Autres caractéristiques du bien

- Bien exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs : l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau - **Non** - l'éboulement d'une paroi rocheuse – **Non** - le glissement de terrain - **Non** - le karst - **Non** - les affaissements miniers - **Non** - le risque sismique : **Le périmètre du projet est repris en zone de risque sismique intermédiaire à la carte d'aléa sismique régionale** - autre risque naturel ou contrainte géotechnique majeure : **Le périmètre du projet est concerné par deux axes de concentration de ruissellement (surface collectée en amont de 3 à 10 ha) ; le premier à l'endroit du thalweg, le second à hauteur de l'échangeur de Vieusart, tels qu'illustrés ci-dessous :**

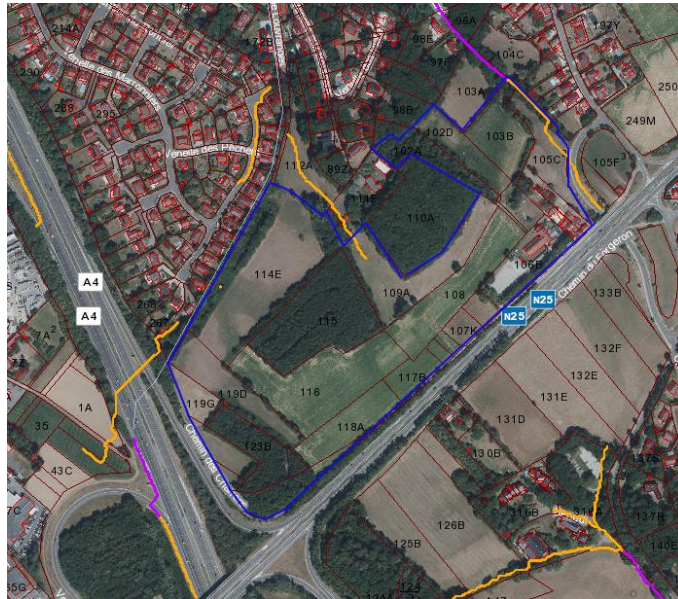


Photo WalOnMap – LIDAXES avec le périmètre du projet dans son volet hospitalier

Sur le périmètre global d'intervention et reprenant le périmètre des travaux autoroutiers, un troisième axe de ruissellement (surface collectée en amont de 3 à 10 ha) traverse l'autoroute au Sud de l'échangeur.

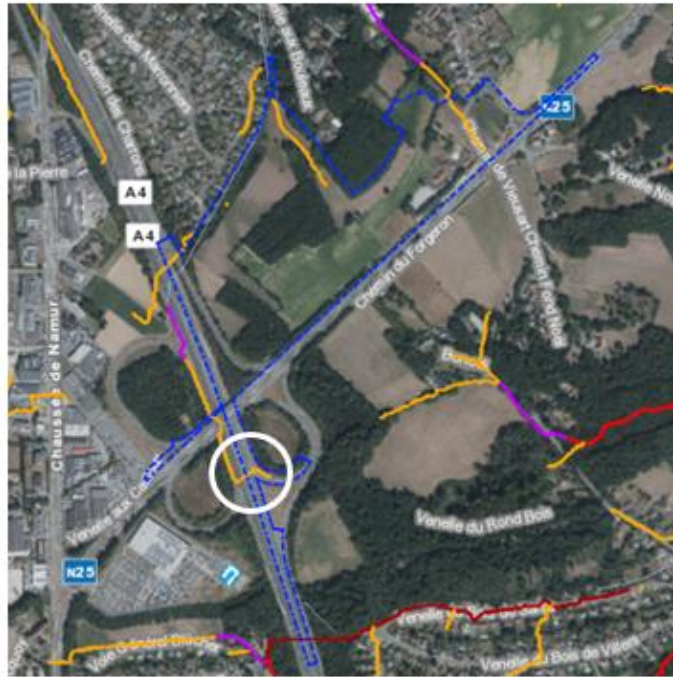


Photo ~~WalOnMap~~ – Extrait LIDAXES avec en pointillé bleu, le périmètre global du projet.

Le projet est repris dans la carte Erruissol lié au risque de ruissellement diffus, illustré sur la photo suivante :



Photo : ~~WalOnMap~~ – Extrait de la carte ERRUISSOL avec en pointillé bleu, le périmètre global du projet

- Bien situé - dans - à proximité - d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté - d'une réserve naturelle domaniale - d'une réserve naturelle agréée - d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique - d'une zone humide d'intérêt biologique - d'une réserve forestière – visé(e) par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature : Le projet se retrouve à une distance à vol d'oiseau de +/- 1,5km d'une zone Natura 2000, tel qu'illustré sur la photo suivante :

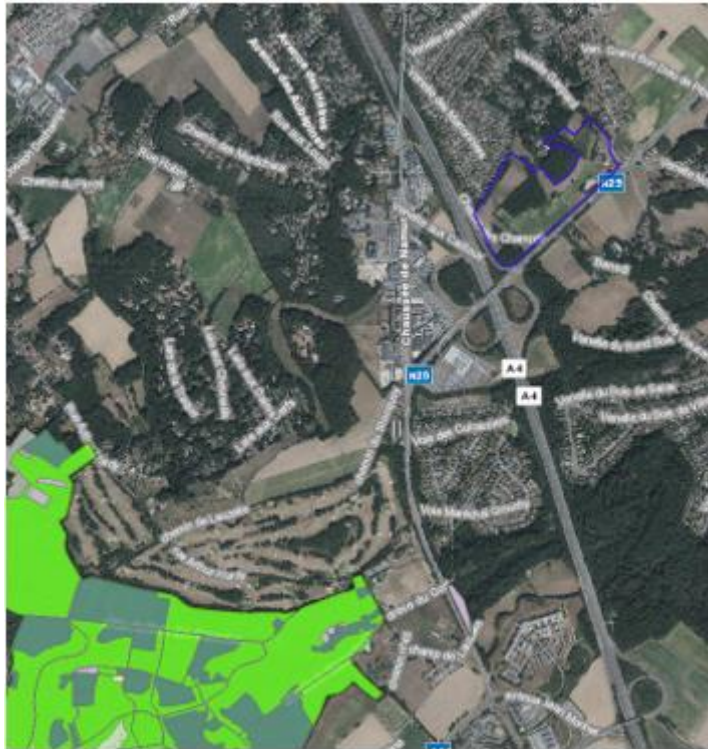


Photo : WalOnMap – zones natura 2000

- Bien repris dans le plan relatif à l’habitat permanent : **Non**
- Bien dont la localisation est - n’est pas - susceptible d’accroître le risque d’accident majeur ou d’en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d’un établissement existant présentant un risque d’accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement : **Non**
- S’agit-il de la création - modification - d’un établissement présentant un risque d’accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement ?
Non
Oui
- Bien situé dans le périmètre du Plan d’Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de **la Dyle-Gette** qui reprend celui-ci en zone d’assainissement collectif.

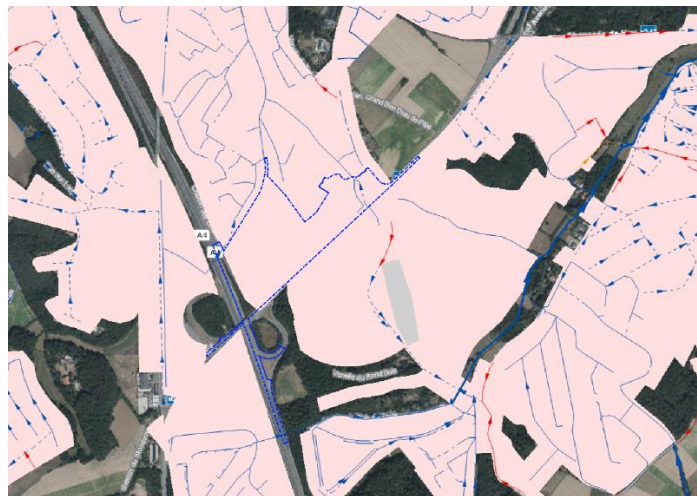


Photo : WalOnMap – Extrait du PASH avec en pointillé bleu, le périmètre global du projet

- Présence d'une zone de prévention arrêtée, d'une zone de prévention forfaitaire ou d'une zone de surveillance relative aux captages d'eaux potabilisables instaurée en vertu du Code de l'eau: /
- Présence d'un cours d'eau de 1^{ère} – 2^{ème} – 3^{ème} catégorie : **Non**
- Autres : **Le projet est également repris dans une zone vulnérable aux nitrates.**

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- ~~○ site site archéologique monument ensemble architectural inscrit sur la liste de sauvegarde~~
- ~~○ site site archéologique monument ensemble architectural classé~~
- ~~○ site site archéologique monument ensemble architectural soumis provisoirement aux effets du classement~~
- ~~○ site site archéologique monument ensemble architectural figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel~~
- ~~○ zone de protection~~
- ~~○ bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine~~
- ~~○ bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région~~
- ~~○ bien repris à l'inventaire communal~~
- ~~○ bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XX^e siècle~~
- ~~○ bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien~~
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare.

Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles

- ~~○ bien provisoirement ou définitivement classé~~
- ~~○ bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé~~

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme, ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT.

Ecart par rapport au SOL « Bouleaux /Louvranges »: Voir Annexe n°16 - Note descriptive du projet – volet K.

Dérogation au GRU - Règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite - Voir Annexe n°16 - Note descriptive du projet – volet K.

Les actes et travaux postulés dans le cadre de ce formulaire ne sont pas concernés par un écart ou une dérogation

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement

Une étude d'incidences sur l'environnement : [Voir Annexe 7 - EIE.](#)

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

[Voir Annexe 17 – Annexe 8 de AGW du 06.12.2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.](#)

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

Non

- Oui** : Le chemin des charrons passant sur le site du projet est une voirie communale au sens du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale. Le projet supprime le chemin des charrons du nord-ouest au sud-est, longeant la N25 et le déplace en le réaménageant pour le relier au chemin du Vieusart à l'est, via l'actuel chemin en limite Nord du site. L'échangeur de Vieusart fait également l'objet d'un élargissement partiel et une amorce permettant la liaison du chemin de Vieusart aux voiries de desserte interne est créée. Enfin, La demande procède d'un nettoyage administratif par la suppression d'un tronçon de deux anciens chemins vicinaux (chemins n°37 et 54) tombé en désuétude et figurant toujours à l'atlas des voiries vicinales de 1841.

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière : [Voir à cet égard](#) :

- Annexe n°18 – Note justifiant la demande de création, de modification et de suppression de la voirie communale.
- Plan n°78 – Schéma général du réseau des voiries
- Plan n°79 – Plan de délimitation des voiries communales
- Plans n° 12 / 12.bis / 12.ter – comprenant le détail technique et profil en long pour les cheminements cyclo-piétons

Cadre 10 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe):

Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée

~~○ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande~~

Aucune réunion de projet n'a eu lieu, cette réunion n'étant, en vertu de l'article D.IV.31 du CoDT, pas obligatoire.

Cadre 11 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- un plan représentant le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :
 - l'orientation ;
 - les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;
 - l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;
 - l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;

- un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
 - deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;

- l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :
 - les limites de la parcelle concernée ;
 - le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle ;
 - les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - l'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;
 - s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, les plantations des propriétés voisines, leur distance vis-à-vis des limites du terrain en cause, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
 - s'il s'agit d'un dépôt de véhicules usagés, de mitrilles, de matériaux ou de déchets, l'implantation du dépôt, la superficie du dépôt et sa hauteur, la nature de matériaux ou déchets à déposer et le type de clôture ou les dispositifs prévus pour masquer le dépôt ainsi que leur emplacement ;
 - s'il s'agit du placement d'une ou plusieurs installations mobiles, leur implantation, leur nombre et, le cas échéant, le type de clôture ou les dispositifs prévus pour dissimuler les installations ;

- la situation prévue après réalisation des modifications du relief du sol ou l'enlèvement du dépôt ;
- la gestion des abords et la protection des constructions et plantations voisines ;

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 centimètres.

Cadre 12 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

DocuSigned by:

 59444DCE93A2412...

Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le

fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire

délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante :ou à l'adresse postale suivante

.....
.....
.....

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be